

apporta le poids de sa grande influence. C'est sous la protection du duc de Morny que s'était placé le banquier Jecker, celui des réclamants français qu'on représentait comme le plus lésé par le gouvernement de Juarez¹.

Mais pour l'Empereur il y avait trois considé-

¹ Le général Miramon, étant président de la République mexicaine, avait épuisé tous les moyens de battre monnaie, et se trouvait menacé de la banqueroute, lorsqu'un banquier suisse, Jecker, établi à Mexico, vint lui offrir un moyen de sortir d'embarras.

Jecker proposait une émission de 75 millions de francs en bons remboursables en 8 ans et portant un intérêt de 6 0/0 garanti moitié par l'État, moitié par la maison de banque Jecker. Le nouveau papier devait servir à racheter les bons de la dette intérieure entièrement discrédités, moyennant une soulte de 25 0/0 en argent, à payer par les détenteurs. Le gouvernement réalisait donc, grâce à cette soulte, un bénéfice net de 18,750,000 francs qui devait lui permettre de faire face aux besoins du moment.

Miramon accepta, et la maison Jecker fut chargée de l'émission; elle recevait les anciens bons ainsi que les 25 0/0 en argent, et avait droit à une commission de 5 0/0 sur la totalité de l'émission.

L'opération paraissait brillante pour le gouvernement mexicain; elle l'eût été, en effet, si le concessionnaire n'avait fait introduire dans le contrat la condition suivante :

Jecker était autorisé à retenir, par anticipation : 1° le montant de sa commission, soit 3,750,000; 2° la somme de 11,250,000 francs formant, pour une période de 5 années, la moitié des intérêts à 6 0/0 relatifs à l'émission des 75 millions, dont l'intérêt 6 0/0 était, comme nous l'avons dit, garanti moitié par l'État, moitié par la maison Jecker. De

rations qui primaient toutes les autres : obtenir du gouvernement mexicain les satisfactions exigées, contre-balancer l'influence des États-Unis dans l'Amérique centrale, et régénérer au Mexique la race latine, afin d'en faire un contre-

sorte que, sur les 18,750,000 francs produits par la soulte, le gouvernement ne devait recevoir que 3,750,000 francs.

En mai 1860, la maison Jecker, sans que rien eût pu faire pressentir l'événement, se déclara d'elle-même en faillite avec un passif de 25 millions, et l'on trouvait dans ses caisses la somme de 68,391,250 francs en bons nouveaux.

Or, ce passif de 25 millions, dont la plus grande partie provenait de fonds confiés à la maison Jecker par des Français et par des établissements de bienfaisance, n'avait pu être absorbé par la conversion, puisqu'il fut prouvé par les comptes liquidés plus tard que Jecker n'avait remis au gouvernement mexicain, en argent, que la somme de 3,094,640 francs. La vérité est que, au moment de la conversion, la maison Jecker était fortement ébranlée par des spéculations malheureuses au règlement desquelles dut passer cette somme de 25 millions; le banquier comptait sur les bénéfices de la conversion pour réparer ses pertes. Par suite de la disparition de ces 25 millions, les intérêts français se trouvaient gravement compromis; les nationaux français étaient donc vivement intéressés à l'opération de la conversion.

Quelques mois après, Juarez rentra à Mexico (janvier 1861) et l'un de ses premiers actes fut de déclarer nul le contrat Jecker; les bons émis n'avaient donc plus aucune valeur. C'était pour Jecker la ruine de ses spéculations; c'était aussi pour ses créanciers la perte de tout espoir de remboursement.

Jecker chercha à agir sur le gouvernement mexicain par une pression étrangère. Il réussit, en effet, à intéresser à sa cause quelques personnages influents de la cour de France,

poinds à l'élément anglo-saxon prépondérant aux États-Unis.

L'Empereur comptait sur l'Espagne et sur l'Angleterre pour obtenir les satisfactions dues, — il avait tout au moins sujet de compter sur elles, — mais il n'ignorait pas que la première de ces puissances n'acceptait, en principe, l'idée d'une restauration monarchique, *qu'avec un prince de la famille des Bourbons, ou intimement lié avec elle*, et que la seconde avait déclaré *ne vouloir soutenir aucun candidat*. L'espoir que Napoléon III voulut donc conserver, quand même, de rallier à la candidature d'un prince autrichien ses deux alliées, fut une faute, un malheur.

Aussitôt le traité de Londres signé, les puissances alliées s'étaient hâtées de faire partir pour le Mexique les forces que chacune d'elles s'était engagée à fournir : l'Espagne, 7,000 hommes ; France, 3,000 hommes ; l'Angleterre, 700 hommes de débarquement, plus une flotte de sou-

entre autres le duc de Morny, et, afin de fournir un motif de plus à l'appui qu'il sollicitait, il se fit naturaliser Français. Le concours qu'il espérait lui fut acquis, et le ministre de France à Mexico, M. Dubois de Saligny, reçut l'ordre d'insister auprès de Juarez pour que satisfaction fût donnée à Jecker. Mais Juarez « refusa péremptoirement de reconnaître une convention faite par un *gouvernement illégal* ».

Dix ans plus tard, 1871, Jecker était fusillé par la Commune de Paris.

tien. « *Des forces combinées, était-il spécifié dans le traité, devaient être réunies dans les parages de la Vera Cruz* » ; autrement dit, elles ne devaient opérer leur débarquement qu'après entente préalable entre l'amiral Jurien de la Gravière, le commodore Dunlop et le général Prim, commandants de l'expédition.

Quel ne fut donc pas l'étonnement de l'amiral, parti de Toulon le 17 novembre 1861, d'apprendre en arrivant à la Havane, le 27 décembre, que la division espagnole avait déjà pris possession de la Vera Cruz !

Cette nouvelle causa en France, aussi bien qu'en Angleterre, le plus mauvais effet. L'impression que l'Empereur en ressentit fut telle, qu'il donna immédiatement l'ordre d'envoyer au Mexique une brigade de renfort dont il confia le commandement au général comte de Lorencez. Napoléon III, qui voyait dans cette occupation anticipée de la Vera Cruz par les Espagnols l'influence du général Prim, dont l'ambition et la témérité ne laissaient de lui être un peu suspectes, ne voulut pas que la petite colonne française sous les ordres de l'amiral restât plus longtemps dans une situation d'infériorité numérique par rapport à la division du général espagnol.

Pendant qu'en France et en Algérie l'on prenait les dispositions nécessaires pour compo-

ser la brigade de Lorencez, les Français et les Anglais arrivaient à la Vera Cruz et y débarquaient le 9 janvier 1862.

Dès que l'amiral fut à terre, il acquit promptement la certitude qu'il ne trouverait dans la ville ni approvisionnements, ni moyens de transport roulants. Or il était parti de France sans voitures, sans mulets, sans harnachements, à cause de la hâte extrême qu'on avait apportée à la mise en route de sa colonne expéditionnaire; et, pour comble de malheur, il lui avait été de toute impossibilité, lors de son passage à la Havane, de se procurer quoi que ce fût, même à prix d'or. C'est avec des peines inouïes qu'il put acheter une centaine de mulets, rétifs pour la plupart, et réunir quelques vivres. On dut remédier, tant bien que mal, à cet état de choses inquiétant, en créant des moyens de transport à l'aide de roues et d'essieux commandés à la Havane, et de matériaux fournis par les bâtiments.

La haute intelligence et l'énergie de l'amiral, secondées par l'habile et prompt direction que le capitaine d'état-major Capitan sut imprimer à toute chose, le dévouement des officiers et des troupes¹, triomphèrent peu à peu de ces diffi-

¹ La colonne de l'amiral Jurien de la Gravière se composait de :

1 régiment d'infanterie de marine;

cultés, et bientôt les Français furent en mesure de se porter en avant.

Ce moment était attendu avec une vive impatience par l'amiral, qui voyait chaque jour fondre l'effectif déjà restreint de ses troupes, et qui savait que, d'un moment à l'autre, la fièvre jaune allait faire son apparition.

Une autre considération le préoccupait et lui faisait désirer de porter ses lignes en avant, pour les établir, par la force au besoin, dans un climat plus salubre : c'était la perspective d'être surpris par la saison des pluies avant d'avoir obtenu de Juarez les réparations demandées, et de ne pouvoir plus, alors, ni avancer ni reculer.

Mais les commissaires alliés préférèrent entrer dans la voie des négociations. Sir Ch. Wyke, parfaitement renseigné sur l'état politique, la configuration géographique et les moyens de défense du Mexique, ne se souciait pas d'engager les

1 bataillon du 2^e régiment de zouaves ;

1 bataillon à 6 compagnies formées avec les marins de la flotte (fusiliers marins) ;

1 bataillon d'artillerie de la marine ;

1 section de réserve de 12 rayés ;

1 batterie de montagne ;

1 détachement du génie ;

1 détachement du train ;

1 peloton de gendarmerie ;

1 peloton de chasseurs d'Afrique.

hommes et les capitaux de l'Angleterre dans une guerre dont il prévoyait peut-être l'issue ; et, quant au représentant de l'Espagne, le général Prim, il avait fini par conformer sa politique à celle de son collègue anglais.

L'amiral se trouva donc en face de cette double alternative : ou de s'avancer seul à ses risques et périls, ou d'accepter une convention qui lui permît de sortir du foyer malsain qu'il occupait.

Or, ce n'était pas avec un peu plus de 2,000 hommes qu'il pouvait songer à tenter le passage des terres chaudes, à affronter un soleil dévorant, les fièvres pernicieuses et de nombreuses guerillas habituées à vivre et à combattre dans ces régions. En admettant que la victoire couronnât son audace, arriverait-il jusqu'à la zone tempérée ? pouvait-il espérer passer sur le corps de l'armée mexicaine qui en défendait l'entrée ? Et fût-il assez heureux pour se frayer un passage au travers de l'ennemi, quelle position prendrait-il, et que deviendrait-il dans l'épuisement auquel l'auraient réduit d'héroïques mais inutiles efforts ? Le désastre était au bout d'une pareille entreprise. Aussi l'amiral dut-il se soumettre aux désirs des autres plénipotentiaires et traiter, provisoirement, de manière à obtenir du gouvernement mexicain le passage de nos troupes dans un meilleur climat. Il s'exécuta, bien

qu'à regret, en mettant sa signature au bas du traité de la Soledad, que le général Prim avait préalablement élaboré avec Doblado, ministre des affaires étrangères de Juarez. Le passage du Chiquihuite et des premières Cumbres, l'occupation d'Orizaba et de Tehuacan allaient assurer aux troupes alliées des conditions de bien-être pour tout le temps que dureraient les conférences qui devaient avoir lieu à Orizaba¹.

Cette convention, qui ouvrait aux alliés les terres tempérées et les terres froides, spécifiait que « si les négociations venaient malheureusement à être rompues, les forces alliées évacueraient les villes susdites et retourneraient se placer sur la route de la Vera Cruz, au delà du Chiquihuite, près de Paso Ancho », en pleines terres chaudes. Encore le gouvernement de Juarez n'avait-il accepté cette convention que parce que « les commissaires avaient déclaré que les puissances n'avaient aucunement l'intention de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité du territoire de la République ».

Aussitôt l'acte signé, le drapeau mexicain fut arboré à côté des drapeaux alliés, sur la ville de la Vera Cruz et sur le château du fort de Saint-Jean d'Ulloa.

¹ Orizaba, ville située en deçà des Cumbres, ce contre-fort de l'Orizaba, est à 32 lieues de Puebla.